

# PAGES DE GAUCHE

NUMÉRO 10, MARS 2003

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES

## Haro sur l'Etat social

Le cadeau d'adieu de Kaspar Villiger est magnifique: un programme «d'allègement budgétaire» de deux milliards de francs moyennant des coupes sauvages dans les finances fédérales. De son côté, le Conseil national fait preuve d'esprit de réciprocité et entend accélérer la mise en application de son projet «d'allègement fiscal» de quelques 1,3 milliards de francs dont les deux tiers bénéficieront aux ménages ayant un revenu annuel brut de plus de 120'000 francs.

Et où les économies, représentant plus de 7% du budget annuel de la Confédération, seront-elles effectuées? Un indice: un montant important est réservé à la suppression de l'indice mixte – basée sur l'évolution des prix et des salaires – utilisé pour le calcul des rentes AVS...

Comment répondre? Par la dénonciation des effets néfastes de cette politique, certes. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que derrière le catastrophisme budgétaire des milieux dirigeants suisses se cache un objectif bien précis, à savoir la volonté de délégitimer la fiscalité directe qui touche davantage les couches aisées. Dans l'immédiat, la mobilisation de la gauche devra donc s'articuler autour de deux principaux axes. D'une part, la lutte contre la fraude fiscale – qui provoque pour les pouvoirs publics des pertes annuelles de quatre milliards de francs – avec la revendication d'une augmentation significative du nombre d'inspecteurs fiscaux. D'autre part, l'annonce d'un référendum contre le paquet fiscal ficelé par le Parlement. L'objectif étant simple: relégitimer la fiscalité directe progressive pour prévenir le démantèlement de l'Etat social.

Réd.

Prix au numéro: 4.50 CHF, abonnement annuel: 29.00 CHF



## Féminisme: des enjeux qui durent...

Dossier pp. 5-12

## Souscrivez à PAGES DE GAUCHE !

Une augmentation de la diffusion de notre journal permettra d'en améliorer le contenu et la forme.

Voilà plus d'une année que nous nous sommes lancé-e-s dans l'aventure de PAGES DE GAUCHE, et vous avez entre les mains le numéro 10. Vous êtes plus de mille à vous être abonné-e-s et, nous l'espérons, à être intéressé-e-s, informé-e-s et interpellé-e-s par nos articles. A l'origine de notre mensuel est la volonté de disposer d'un espace de réflexion et d'opinions socialistes en dehors des journaux internes, s'adressant avant tout aux membres et liés par les contingences qui sont celles d'un parti politique. Nous avons la conviction que cet espace manquait, particulièrement en Suisse romande. Le fait que l'on ait atteint le millier d'abonné-e-s avant une année d'édition – objectif que l'on s'était fixé – montre que ce besoin est partagé par beaucoup.

### Errata

Deux erreurs se sont fauillées dans le numéro 9 de PAGES DE GAUCHE. D'une part, dans l'encadré de Gilles Pierrehumbert à la page 6 le dernier paragraphe est en partie une copie du premier. D'autre part, dans la contribution de Serge Gaillard le paragraphe intitulé «La position suisse» est une reproduction d'un passage de l'article de Nils de Dardel. La rédaction tient à exprimer ses excuses à ses lectrices et lecteurs ainsi qu'aux auteurs des deux textes.

Réd.

Pour débiter, nous avons compté sur l'aide de quelques donateurs convaincus, sur une progression en mesure de nos moyens ainsi que sur un fort engagement militant. Aujourd'hui, forts de ce début encourageant, nous pensons qu'il nous faut améliorer le contenu et la forme de PAGES DE GAUCHE, être plus informatifs, notamment en ce qui concerne les cantons suisses et la gauche internationale. Nous travaillons actuellement sur une formule renouvelée en cherchant à améliorer ou pérenniser les rubriques actuelles (stratégie politique, syndicalisme, international, humour) et en créer de nouvelles.

Pour réaliser ces nouveaux objectifs, nous devons améliorer la diffusion de notre mensuel et augmenter le nombre de ses abonné-e-s. Nous voudrions aussi créer un «réseau PAGES DE GAUCHE», c'est pourquoi nous lançons aujourd'hui un appel à souscription. Concrètement ces fonds serviront à faire des envois ciblés, afin de toucher de nouveaux lecteurs dans les milieux politiques ou associatifs. Si vous pensez que notre aventure doit continuer et se développer, si vous pensez qu'il y a la place pour un journal d'opinions indépendant des lobbys et des annonceurs, souscrivez à PAGES DE GAUCHE.

### La rédaction

P.S.: Compte postal de PAGES DE GAUCHE, 1002 Lausanne: 17-795703-3

### Sommaire

Haro sur l'Etat social	p. 1
Souscrivez à Pages de Gauche !	p. 2
La justice sociale: garante d'efficacité économique	p. 3
Le syndicalisme états-unien contre Bush	P. 4
Dossier: Féminisme: des enjeux qui durent...	pp. 5-12
Démocratie contre oligarchie	p. 13
Affaire BCV: omerta à la vaudoise	p. 14
Hommes, je vous HAISME !	p. 15
La dernière, agenda	p. 16

**Pages de gauche** Mensuel d'opinions socialistes.  
Case postale 3567, 1002 Lausanne.

Abonnement annuel de lancement: 29 francs – Abonnement de soutien: 100 francs.  
Contact par courrier ou à [info@pagesdegauche.ch](mailto:info@pagesdegauche.ch) – [www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)

## Les photos du numéro



Les photos de ce numéro sont de Sarah Krähenbühl, 22 ans: «Je me suis découverte l'envie de faire de la photo il y a environ 5 ans. J'ai et j'hésite encore beaucoup à me consacrer entièrement à cet art en constante évolution technologique et de plus en plus accessible à tout le monde. Lorsque PAGES DE GAUCHE m'a demandé de faire des photos d'un sujet qui me touche, j'ai été ravie. Le thème du féminisme peut s'aborder de différentes manières. Par hasard, j'ai lu une étude française qui révélait que 80% des enfants recevaient des jouets prédéterminés en fonction de leur sexe. Cette réalité étant rarement traitée, j'ai eu envie de la mettre en avant.

Chaque enfant rencontré m'a montré ces jouets préférés (poupées, peluches, playmobiles, etc.) tout en jouant avec moi. La majorité des enfants ont des objets en rapport à leur sexe, même si les parents surveillent de près les comportements ludiques de leurs enfants. Ils sont conscients du manque de liberté dans le choix des jouets pour leurs enfants et témoignent qu'il est difficile de sortir du schéma sexiste véhiculé par la société et les médias».

### Rédaction et secrétariat:

Case postale 3567, 1002 Lausanne  
[info@pagesdegauche.ch](mailto:info@pagesdegauche.ch)

### Rédaction:

Cesla Amarelle, Anouk Henry, Carole-Anne Kast, Séverine Tys, Oran McKenzie, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Julie Poget, Florian Ruf, Christian Vullioud.

### Comité:

Arnaud Bouverat, Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Julien Dubouchet, Dan Gallin, Valérie Garbani, Grégoire Junod, Lyonel Kaufmann, Kevin Luximon, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Stéphane Montangero, Solange Peters, Eric Peytremann, Gilles Pierrehumbert, Stéphane Rossini, Géraldine Savary, Michele Scala, Gianni Schneider, Nelson Serathiuk, Claude Vaucher, Alberto Velasco.

### Imprimeur:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

# La justice sociale: garante d'efficacité économique

**L'initiative «La santé à un prix abordable» ne concerne pas que le financement équitable de ce secteur. Elle est un puissant levier dans la lutte contre la récession.**

Le chômage a doublé en l'espace de dix-huit mois, les investissements sont en chute libre, le climat de consommation se détériore. En d'autres termes, l'économie suisse est au bord de la récession. Mais le Conseil fédéral n'en a cure, il reste sourd aux appels à la relance lancés par l'Union syndicale suisse, dont Serge Gaillard s'est fait le relais le mois dernier dans Pages de Gauche. Pascal Couchepin et Joseph Deiss n'ont qu'un seul mot à la bouche: améliorer la productivité du travail, c'est-à-dire renforcer la concurrence sur le marché suisse, alléger la fiscalité et réduire au maximum la dépense publique. C'est ainsi que les partis de droite – tous d'accord entre eux lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de la bourgeoisie – ont voté le frein à l'endettement, la baisse des prestations de l'assurance-chômage et préparent, sous couvert de soutien aux familles, un programme d'allègement fiscal qui devrait rapporter 878 millions aux quelques 340'000 ménages dont le revenu annuel dépasse 120'000 francs!

### Récession inévitable

Cette politique est bien sûr choquante mais elle est aussi un non-sens économique. En réduisant les transferts sociaux ainsi que les dépenses publiques et en allégeant la charge fiscale des plus hauts revenus, la droite helvétique défend un programme qui aura pour conséquences d'assécher la demande de consommation et de précipiter la Suisse dans une récession économique durable. Une politique d'autant plus irresponsable que c'est précisément la bonne tenue de la consommation des ménages qui a permis à la Suisse d'éviter la récession ces deux dernières années.

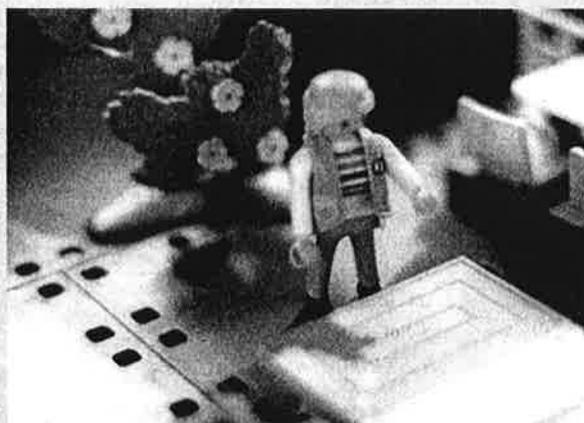
Dans ce contexte de morosité économique, l'échéance du 18

mai prochain, date à laquelle nous voterons sur l'initiative socialiste «La santé à un prix abordable», a toute son importance. Les vertus sociales de l'initiative sont connues. En proposant de mettre fin à l'une des injustices les plus criantes de notre système de sécurité sociale – les primes par tête dans le domaine de l'assurance maladie –, elle permettrait, si elle était acceptée, d'assurer enfin un financement solidaire de notre système de santé. Mais elle pourrait aussi contribuer à la relance économique.

### Moteur de croissance

Changer en profondeur le mode de financement de notre système de santé induit en effet des modifications importantes dans la distribution des revenus des ménages, qui sont loin d'être neutres d'un point de vue économique. Remplacer un impôt unique – ce que sont en réalité les primes par tête – par un impôt proportionnel au revenu et à la fortune pour une part, et par un impôt à la consommation (TVA) pour une autre, équivaut à effectuer un transfert significatif de revenu vers la consommation.

Les ménages dans leur ensemble, partagent leurs revenus disponibles (après impôts et versement aux assurances sociales) entre la consommation et l'épargne. Ce rapport entre l'une et l'autre n'est toutefois pas uniforme; il varie – c'est une évidence de le rappeler – en fonction du revenu. Les riches épargnent évidemment plus que les pauvres et la part relative qu'ils consacrent dans leur revenu à l'épargne est bien plus élevée. L'économiste britannique John Maynard Keynes parlait d'une «loi psychologique fondamentale» pour exprimer que la propension à consommer diminuait avec le niveau de revenu



(voir encadré). A titre d'exemple, une augmentation de cent francs sur le revenu d'une famille qui gagne 4'000 francs par mois n'aura pas du tout le même impact que sur une famille qui en gagne 15'000: dans le premier cas, ces cent francs iront en augmentation de la consommation, dans le second, ils se partageront entre épargne et consommation.

En proposant un financement solidaire de l'assurance maladie, l'initiative socialiste va profiter aux bas et moyens revenus, c'est-à-dire précisément à celles

et ceux qui ont la plus forte propension à consommer. Son acceptation par le peuple contribuerait donc à soutenir la consommation des ménages qui est un des facteurs principaux de croissance économique.

Le 18 mai prochain, les Suisses pourront donc faire coup double: écrire une page importante dans l'histoire de leurs assurances sociales, en réformant le système de financement de l'assurance maladie, et contribuer ainsi à la relance économique.

Grégoire Junod

## La propension à épargner des ménages helvétiques

Il n'existe pas en Suisse de statistiques relatives au taux d'épargne et de consommation des ménages par niveaux de revenus. On peut toutefois tirer – avec une certaine prudence – quelques conclusions de l'enquête sur les revenus et la consommation de l'Office fédéral de la statistique. En 2000, les dépenses des ménages (transfert et consommation) représentaient en moyenne 86% de leurs revenus. La différence, soit 14%, peut donner une idée, probablement surévaluée, du taux d'épargne. Cette différence fluctue avec le niveau de revenu: elle est de 3% pour des revenus de 5'000 à 6'000 francs mais monte à 21% pour les revenus supérieurs à 100'000 francs. La propension à épargner augmente donc bel et bien avec le niveau de revenu.

# Le syndicalisme états-unien contre Bush

**L'engagement de la principale centrale syndicale aux Etats-Unis contre la guerre en Irak, témoigne du changement d'orientation intervenu au milieu des années 1990.**

Les manifestations contre la guerre du 15 février dernier n'ont pas été convoquées par le mouvement syndical, mais les syndicats, partout dans le monde, y ont participé en masse. Aux Etats-Unis, comme ailleurs, les syndicats se sont mobilisés pour s'opposer à la politique militariste de l'administration Bush. Cela n'est pas banal; pendant la guerre du Vietnam, au moins dans sa première phase, et pendant toutes les autres guerres qui ont suivi, la centrale syndicale American Federation of Labor - Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO) avait soutenu le gouvernement.

### Changement de cap

Le changement commence avec le congrès de l'AFL-CIO de 1995 où le président sortant, Lane Kirkland, prend sa retraite. Depuis plusieurs années, une opposition ne cesse de grandir contre l'immobilisme de la direction de la centrale, sa politique de collaboration avec le patronat (qui ne cesse de combattre les syndicats dans les entreprises),

son alignement sur la politique du gouvernement, avec un espoir de réciprocité toujours déçu. Ce sont des années de plomb dans lesquelles le syndicalisme ne cesse de s'affaiblir: alors qu'il représentait 35% des travailleurs à son apogée dans les années 1940, il n'en représente plus que le 15% en 1995.

Le congrès se révolte et élit les candidats de l'opposition à la place des candidats proposés par la direction sortante. L'opposition à un programme de changement se manifeste dans trois domaines: l'organisation (c'est à dire que le recrutement devient la principale priorité), une politique d'alliance avec les mouvements sociaux et une plus grande ouverture vers la gauche politique.

### Syndicalisme militant

Dans le domaine de l'organisation, l'une des premières mesures de la nouvelle direction a été de décupler le budget pour les activités de recrutement (de 2 à 20 millions de dollars par an). Le président de l'AFL-CIO élu en 1995, John Sweeney, et son équipe, proviennent de la Fédération des services (SEIU), le seul syndicat qui, depuis longtemps, fait du recrutement une priorité et qui a gagné des membres au lieu d'en perdre. Une grande partie de son succès est dû à une stratégie d'alliance avec le monde associatif (étudiants, églises, consommateurs) dans des campagnes ciblées qui visent les travailleurs les plus exploités: les services d'entretien d'immeubles, les services de santé, les soins à domicile. Après 1995, c'est une stratégie qui devient celle de l'AFL-CIO dans son ensemble.

En politique étrangère, la cassure est nette: les vétérans des opérations de guerre froide compromis dans la collaboration avec la CIA sont envoyés à la retraite, les instituts qui leurs servaient de plate-forme sont dissous, toutes les activités internationales sont regroupées sous l'autorité du président. L'AFL-CIO cherche désormais ses alliés parmi les syndicats les plus progressistes: en Amérique latine, la CUT brésilienne

devient un partenaire privilégié, au Mexique une collaboration se développe avec les syndicats indépendants, en Afrique du Sud les relations avec la principale centrale syndicale, le COSATU, dont la direction est communiste, sont excellentes, en Asie l'AFL-CIO appuie les organisations, syndicats et ONGs, qui luttent pour la démocratie. Dans la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), l'AFL-CIO, qui était un bastion du conservatisme syndical avant 1995, devient l'aile gauche de l'organisation.

### Contre la guerre

La politique vis-à-vis des institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) et l'OMC devient beaucoup plus critique. L'AFL-CIO participe ainsi aux grandes manifestations contre l'OMC, à commencer par celle de Seattle de 1999 où les syndicats, pour la première fois, étaient présents en force.

Aux dernières élections présidentielles, l'AFL-CIO s'était mobilisée en force pour soutenir la candidature démocrate d'Al Gore, parfaitement consciente que la victoire de George W. Bush signifiait la prise de pouvoir d'une droite dure, ses pires ennemis. Néanmoins, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, Sweeney offrait à Bush son soutien «inconditionnel». Cet élan d'union sacrée, sous le choc des attentats, n'a pas duré. Depuis, la politique ultra-conservatrice du gouvernement dans le domaine social et économique et son aventurisme en politique étrangère a fait rentrer l'AFL-CIO dans l'opposition et dans le camp de la paix. En plus, de nombreuses organisations locales, régionales et fédérations de l'AFL-CIO se sont engagées dans le mouvement contre la guerre. Un mouvement des «syndicats contre la guerre» s'est formé en janvier dernier et représente déjà 4 millions de membres sur les 12 millions de l'AFL-CIO.

**Dan Gallin**

### brève

#### L'arroseur arrosé

Un mouvement pacifiste canadien «Rooting Out Evil», considérant que les Etats-Unis répondent aux 4 critères retenus par l'administration Bush pour désigner les états voyous, a constitué une équipe d'inspecteurs composée de parlementaires et scientifiques canadiens, britanniques, états-uniens, italiens et danois. Ceux-ci se sont rendu le 23 février dernier au centre chimique et biologique d'Edgewood dans le Maryland. Comme on pouvait le prévoir, les inspecteurs se sont fait interdire l'accès de ces installations. En dépit de ce refus, cette action a attiré l'attention de nombreux médias canadiens, états-uniens et internationaux.

Internet: [www.rootingoutevil.org](http://www.rootingoutevil.org)

# DOSSIER FÉMINISME: DES ENJEUX QUI DURENT...

Le combat pour l'égalité entre les sexes a subi de sérieux revers ces dernières années. Parmi les raisons explicatives se trouvent notamment l'introduction d'un capitalisme débridé dans les pays de l'Est après la chute du mur de Berlin et la dérégulation des marchés du travail dans les années 1990. Ainsi, Ruth-Gaby Vermot (pp. 8/9) traite dans ce dossier de la croissance récente d'une forme moderne et affligeante d'esclavagisme en Europe: la traite des femmes, alors que Cesla Amarelle (pp. 10/11) fait un état des lieux des discriminations sur le marché du travail en Suisse.

Ces réalités renvoient également à l'actualité du féminisme. Dans son article, Gaël Pannatier (pp. 6/7) présente les principaux courants féministes et l'évolution de leurs débats et Solange Peters (p. 12) s'intéresse à la représentation des femmes en politique.



## Le féminisme: une lutte dépassée?

«Les femmes sont une minorité comme les autres». Petite phrase anodine entendue dans la bouche d'un militant de gauche. Anodine vraiment? N'est-il pas particulièrement révélateur de constater au quotidien de l'action politique et associative que les femmes, statistiquement majoritaires en Suisse, ne sont considérées que comme un lobby particulier, un groupe minoritaire qui cherche à défendre des droits spécifiques?

### Une réalité bien cruelle

Si l'on voulait pardonner à ce maladroit militant, on pourrait chercher à interpréter cette remarque comme l'expression du constat de la réalité de l'action collective, qu'elle soit politique ou associative. Il est indéniable que dans la sphère publique, domaine traditionnellement masculin, les femmes sont largement sous-représentées. Peut-être cet impair ne traduit-il que la perception de la réalité qui s'impose quotidiennement aux militant-e-s et ceci même dans les milieux politiques qui ont depuis plusieurs décennies défendu l'égalité des

genres, comme ils ont défendu les droits des opprimé-e-s. Peut-être...

### La nécessité d'une vision globale

Pourtant, nous ne pouvons pas écarter l'hypothèse plus triste et choquante que cette phrase mettrait en lumière la cruelle absence de vision globale des citoyen-ne-s sur l'actualité de la question de l'égalité des genres. Le féminisme est encore perçu comme un champ de revendication sectoriel, qui ne cherche qu'à améliorer la condition d'une seule catégorie de la population, qui n'aurait qu'une portée particulariste et sommes toutes relativement concrète.

Il nous semble aujourd'hui impératif de situer la question de l'égalité des genres dans une perspective globale de remise en cause des valeurs et du modèle sociétal dominants. Le féminisme ne se contente pas de revendiquer une meilleure condition pour les femmes, il vise également à transformer la société en valorisant d'autres modèles que ceux de la compétitivité, de la concurrence et de la conquête.

### Emanciper les hommes

Certes, les institutions ont aujourd'hui reconnu les droits des femmes, l'égalité devant la loi est devenue un principe constitutionnel et aucun homme n'oserait le nier. D'autre part, dans l'ensemble des victimes de la domination capitaliste les femmes sont non seulement extrêmement nombreuses, mais souvent les plus durement touchées. L'oppression prend aujourd'hui un visage essentiellement économique: traite des femmes, exploitation et discrimination sur le lieu de travail, harcèlement, etc.

Afin d'atteindre une véritable égalité des genres, un travail de longue haleine reste encore à faire: émanciper les hommes. Tant que les valeurs dominantes du système capitaliste seront attachées à l'idée de l'identité masculine, non seulement la fin de l'oppression patriarcale ne sera pas possible, mais l'avènement d'une société plus juste, égalitaire, respectueuse de l'être humain, en un mot d'une société socialiste, restera illusoire.

Carole-Anne Kast

# Luttes d'hier

## Des analyses et stratégies différentes pour un objectif commun - la transformation des rapports sociaux de sexe.

L'activisme féministe est l'un des grands mouvements sociaux de ce dernier siècle. Mais qu'entend-on par mouvement féministe? Décliné le plus souvent au singulier, il regroupe en fait des courants très différents, dans leurs analyses et stratégies. Leur point commun minimal est la visée d'émancipation des femmes. Une définition un peu plus forte pourrait être formulée ainsi: l'objectif collectif d'une transformation des rapports sociaux de sexe, accompagnée d'une remise en cause plus ou moins fondamentale de l'organisation de la société, des rapports

de pouvoir en général et de la domination masculine en particulier.

### Revendications féministes: des courants différents

De manière très schématique, trois grandes tendances se côtoient depuis les années 1970: les traditions du féminisme libéral, du féminisme marxiste et du féminisme radical. Ces différents courants ont des explications différentes de la place subordonnée des femmes dans la société et également des stratégies différentes pour changer cette situation. Le féminisme

libéral égalitaire (parfois nommé réformiste) est le plus modéré et le plus ancien, il s'est notamment battu pour les droits civiques des femmes. L'organisation sociale et économique n'est pas mise en cause, mais les femmes sont considérées comme désavantagées à l'intérieur du système (dans l'éducation, le travail, la politique, le droit, etc.). Pour y remédier, le féminisme libéral propose principalement la mise en place d'une éducation non sexiste et une égalité juridique afin de changer les mentalités.

Une deuxième orientation s'articule autour des féminismes marxistes où le capitalisme est considéré comme la clé d'explication centrale de l'oppression des femmes et des hommes. Le patriarcat, vu comme le pouvoir des hommes sur les femmes, est secondaire par rapport à l'exploitation capitaliste du travail. Le changement passe d'abord par la lutte des classes. Le renversement du système économique devrait mettre fin à l'oppression des femmes. De nombreuses variations plus nuancées ont été développées dans les mouvements féministes, notamment en réponse à la place toujours secondaire - voire accessoire - des revendications féministes par rapport à la lutte des classes.

Le féminisme radical constitue le troisième repère dans les différentes visions du féminisme. Il s'est développé à la fin des années 1960 et se base sur les deux précédents en les critiquant. Radical renvoie à la notion de «racine» du système d'oppression des femmes. Le féminisme radical est multiple, notamment dans ses analyses des causes de l'oppression, qui sont cependant toutes clairement sociales. La transformation des rapports sociaux de sexe s'envisage de manière fondamentale, sur les plans individuel, interindividuel et structurel. Par ailleurs, le féminisme radical est aussi critiqué par rapport à la

## Quelques repères d'organisations féministes en Suisse

Plusieurs types d'organisations, plus ou moins proches, se côtoient. Certaines sont associatives, assez souvent non mixtes, se regroupant soit selon un objet de lutte prioritaire (comme les violences envers les femmes, le droit à l'avortement), soit sous une bannière plus généraliste (aux orientations plus libérales, par exemple l'ADF, ou plus radicales, telle la FemCo). Les revendications féministes peuvent aussi être portées par des groupes mixtes, situés le plus souvent dans les mouvements de gauche. Sans être la lutte centrale de ces mouvements, elles prennent parfois une place importante dans leurs objectifs de transformation sociale.

D'autres femmes se placent plus directement sur le plan de la politique, choisissant d'œuvrer au sein d'un parti pour l'amélioration des droits et conditions de vie des femmes, ou pour leur meilleure représentation. Elles peuvent aussi privilégier des structures non mixtes pour mener leurs réflexions, définir certains objectifs féministes prioritaires ou soutenir leurs candidates lors d'élections ou de nominations.

Quelques sites Internet indicatifs:

**[www.femco.org](http://www.femco.org)** La FemCo – Coalition transrégionale pour une politique féministe en Suisse (fondée en 1998). Avec notamment une présentation argumentée des champs de discussion et d'action.

**[www.feminism.ch](http://www.feminism.ch)** L'ADF – Association suisse pour les droits de la femme (fondée en 1909 sous le titre «Association suisse pour le suffrage féminin»).

**[www.femmes-net.ch](http://www.femmes-net.ch)** L'ASF – Alliance F – Alliance de sociétés féminines suisses (fondée en 1900).

**[www.sp-frauen.ch](http://www.sp-frauen.ch)** PSS - femmes suisses (organisation plus ou moins autonome des femmes socialistes depuis le début du siècle).

**[www.lemilie.org](http://www.lemilie.org)** Mensuel féministe l'Emilie (depuis 1912, anciennement Femmes en Suisse).

**[www.unil.ch/liege/nqf](http://www.unil.ch/liege/nqf)** Revue francophone internationale Nouvelles Questions Féministes (1981), relancée en 2002 depuis la Suisse. Visant une portée scientifique et militante, trois numéros paraissent par année.

# et d'aujourd'hui

norme hétérosexuelle de notre société. Le patriarcat, en tant que système social des sexes, constitue le premier système de référence à combattre avant même le système économique.

Cette dernière démarche, développée dans les années 1970, apporte de nouvelles réflexions et actions, beaucoup plus révolutionnaires dans la remise en cause des rapports sociaux de sexe. Une maxime résume souvent ce changement de niveau de revendications: «le privé est politique». Des pans entiers de la société, jusqu'alors considérés comme non questionnables, car «privés», sont interpellés comme étant des questions publiques qui participent à l'oppression des femmes. Ainsi par exemple, des thèmes tels que le droit à disposer de son corps, le choix de la sexualité, les violences conjugales, sont avancés par ces groupes féministes comme devant être traités politiquement. Sur un plan plus «théorique», la bicatégorisation du monde entre hommes et femmes est dénoncée comme étant une construction sociale de deux groupes, arbitraires et socialement hiérarchisés et en aucun cas naturels. La hiérarchisation entre les sexes découle de cette bicatégorisation sociale.

## Hier et aujourd'hui: des enjeux qui durent...

En Suisse, les années 1970 ont été marquées comme ailleurs par la nouvelle vague du féminisme, par la prise de parole des femmes et par leurs revendications d'autonomie. Le mouvement des femmes découvre de nouveaux modes

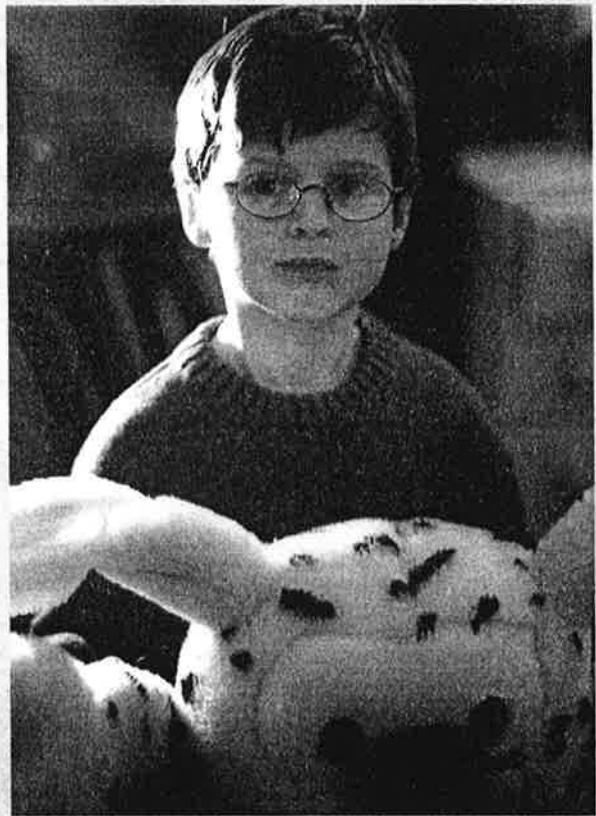
d'actions, privilégie la spontanéité et la créativité et s'oppose souvent aux féministes «réformistes». Cette même décennie voit l'entrée des femmes dans le processus de décision politique (élections et votations). Les années 1980 s'axent davantage sur les luttes pour l'égalité des droits, non sans succès (article constitutionnel en 1981). Un moment crucial pour le renouveau des luttes féministes en Suisse fut la grève des femmes, le 14 juin 1991, qui a déclenché un retour à l'imagination, à la contestation de base et à des luttes pour la réalisation de l'égalité dans les faits durant toute la décennie. Aujourd'hui, cet engagement continue plus modestement par des groupes ciblés ou généralistes. Aux côtés de femmes engagées depuis des décennies, on assiste à un certain renouvellement sur le plan des générations et des thèmes. Relevons aussi les débuts d'un ancrage des études féministes dans les universités.

En jetant un œil sur les débats ou thèmes les plus souvent traités dans les groupes, les congrès, la presse féministe en Suisse depuis les années 1970, les mêmes points ressortent toujours, malgré des contextes assez variables. Pour un bref tour d'horizon, citons dans le désordre les droits sociaux, le droit du mariage (et du divorce), l'égalité salariale, le travail ménager, la représentation politique, l'assurance maternité, l'avortement, les violences sexuelles, les violences conjugales, la prostitution, les droits des lesbiennes, le sexisme ordinaire et la publicité sexiste.

La permanence de ces questions dans les réflexions et les engagements des groupes féministes est frappante. Et pour cause, la législation et surtout la réalité des femmes aujourd'hui ne changent que lentement. Certains discours proclament que le temps du féminisme est dépassé, que l'égalité (juridique) est en voie d'être achevée et que si les «femmes ne veulent pas changer» c'est leur problème, renvoyant ainsi la question sur le plan personnel et ne considérant pas l'organisation patriarcale de la société. Des jeunes femmes y participent également, certaines étant convaincues que leur génération n'a plus à combattre. Avortement, assurance

maternité, égalité salariale: combien de décennies pour obtenir des droits semble-t-il élémentaires? Et dans quelles conditions? Ceci toujours au prix du plus petit compromis... Partage du travail domestique, violences sexuelles, représentation politique, publicité sexiste, où sont les changements? Et surtout, pour chaque pas vers une transformation des rapports sociaux de sexe, quels risques qu'un vent contraire ne vienne remettre en cause ces décennies de luttes féministes? Les féministes d'aujourd'hui et de demain ont encore de belles luttes en perspective.

**Gaël Pannatier**



# Se mettre du côté

**La Suisse est un des pays destinataires de la traite des femmes. Or, la lutte contre cette forme moderne d'esclavage est largement insuffisante pour ne pas dire inexistante.**

La traite des êtres humains – avant tout celle des femmes – a massivement augmenté au cours de ces dernières années, essentiellement en raison de l'ouverture des frontières à l'Europe de l'Est. Selon une étude de l'Organisation des Nations Unies (ONU), 700'000 femmes ainsi que deux millions de filles sont chaque année les victimes de trafiquants. Selon certaines organisations spécialisées, 500'000 de ces femmes proviennent de l'Est et du Sud. La précarité des marchés du travail, le manque d'emplois et de places d'apprentissage, l'augmentation de la pauvreté mais également la discrimination sociale des femmes ainsi que la quête de profits éhontée des trafiquants de personnes sont les principales raisons de la traite des femmes. Bien qu'il reste difficile d'avancer des chiffres précis, certaines estimations évaluent les gains tirés de cette traite à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Et le crime organisé n'est évidemment pas prêt à renoncer à un tel trafic, tant il se sait protégé par la corruption et par le blanchiment d'argent qui lui se chiffre à des milliards de dollars selon le Fonds Monétaire International (FMI).

## Une misère endémique

La globalisation, ou mieux l'internationalisation du capital, joue ici un rôle crucial en générant des inégalités de revenu gigantesques entre pays riches et pays pauvres, ses principales victimes étant principalement les femmes. Ainsi, une autre étude de

l'ONU indique qu'en Ukraine – premier pays d'origine de la marchandise «femme» – 70% des personnes au chômage sont de sexe féminin.

La misère, l'absence de perspective professionnelle et de salaire permettant de subvenir aux besoins élémentaires expliquent aussi pourquoi en Moldavie environ 90% des jeunes adultes entre 18 et 29 ans souhaitent quitter leur pays à n'importe quel prix. À titre d'exemple, un médecin y gagne 29 euros par mois, une enseignante 15. Pour nourrir leur famille, ils doivent trouver plusieurs autres «travaux» alors qu'un trafiquant de femmes peut empocher 17'000 euros chaque année à travers la vente d'une jeune femme à l'Ouest. Le médecin et l'enseignante travailleraient plusieurs années pour une telle somme. Que les gens veuillent se soustraire à cette misère se comprend aisément. Reste que les conséquences sociales sont dévastatrices et rendent presque impossible la reconstruction démocratique et économique de leur pays d'origine.

## Des mesures s'imposeraient...

Les pays consommateurs de l'Ouest et les pays d'origine du Sud et de l'Est n'opposent peu, voire aucune résistance à cette traite d'êtres humains. Certes, réformes, conférences internationales et autres améliorations législatives dans le droit des étrangers, de l'asile et du droit pénal sont des contributions à la lutte contre ce trafic,

mais elles n'ont jusqu'à présent pas eu d'effet dissuasif. «La volonté politique est absente et nous nous contentons d'afficher notre horreur devant les nouvelles et les images de femmes et d'enfants abusé-e-s» a déclaré la collaboratrice d'une organisation spécialisée contre la traite des personnes lors d'une conférence de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), les 17 et 18 février derniers à Ioannina en Grèce. Or, une chose est certaine: la simple indignation collective n'aide pas les victimes.

## La Suisse agit-elle?

Un constat s'impose: la Suisse est un pays consommateur de la traite des femmes. Elles travaillent dans les bordels, comme travailleuses du sexe, danseuses de cabaret et esclaves ménagères ou sont jetées sur le «marché nuptial». Les trafiquants leur enlèvent leurs papiers, les parquent à plusieurs dans des pièces minuscules et leur déduisent des «taxes» exorbitantes sur leurs gains pour le voyage et le logement tout en leur faisant payer des «primes de risque». Pour la plupart victimes de violences inhumaines, ces femmes demeurent sans la moindre protection.

En mai 2002, l'Office fédéral de la justice (OFJ) a élaboré – en collaboration avec un groupe d'experts – un rapport sur la traite des êtres humains en Suisse qui reconnaît la nécessité d'agir. Les raisons sont connues: «La traite des êtres humains menée à l'échelle mondiale a atteint des dimensions préoccupantes en raison de la globalisation» et la Suisse est une destination de cette traite. Le nombre de victimes du crime organisé en Suisse est estimé à environ 3000 personnes, la plupart étant des femmes.

Le groupe de travail de l'OFJ a également repris les revendications d'une motion parlementaire que j'avais rédigée avec l'aide du centre d'informations de femmes en provenance d'Europe de l'Est, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (FIZ) à Zurich. Il s'agissait notamment de définir la traite des femmes au regard des réalités actuelles, de la révision du Code pénal et

## Revendications internationales

Les revendications du rapport sur la traite d'êtres humains de l'OFJ ne sont, et de loin, pas exagérées. À côté du Conseil de l'Europe, la quatrième conférence mondiale des femmes de l'ONU demande que les causes de la traite des femmes et des filles favorisant la prostitution et les autres formes du commerce du sexe ainsi que les mariages et le travail forcés soient combattues par tous les moyens possibles. La mesure 18 du plan d'action de la Suisse en vue de la conférence de l'ONU sur les femmes entend pour sa part «lutter contre la traite des femmes moyennant l'amélioration de la situation légale des victimes». Sans droit de séjour, celles-ci ne témoigneraient jamais car elles devraient s'attendre à une expulsion immédiate tout en se retrouvant sans protection face aux trafiquants.

# Sté des victimes

de la législation sur l'aide aux victimes ayant trait à cette problématique. Le droit de séjour illimité avant, pendant et après un procès contre des membres de groupes criminels organisés, la garantie de l'immunité pénale pour les victimes, la protection policière en cas de menace, le blocage des données personnelles et, si nécessaire, une nouvelle identité devraient être intégrés dans un programme de protection spécifique. Toute victime devrait ainsi avoir droit à un soutien financier et juridique dans le cas où elle ne serait pas disposée à porter plainte. Souvent, les victimes de la traite des femmes ont en effet à craindre que leurs proches restés au pays ne subissent des pressions. Enfin, un service sanitaire digne de ce nom, une aide à la recherche d'emplois ou des aides financières au retour devraient être élaborées.

Le rapport de ce groupe d'experts de l'OFJ tient cependant insuffisamment compte du travail de fond des spécialistes de la FIZ. Il renvoie uniquement au cadre législatif actuel dont l'effet reste marginal et sans mesure de mise en œuvre pratique. L'immunité pénale en cas de violation de la loi sur les étrangers est rejetée par crainte de créer un «privilège» par rapport à d'autres catégories de personnes.

Secteur oh combien profitable de la traite des femmes, «le commerce nuptial» reste trop peu abordé. Le droit de séjour limité est pris en considération tout en étant lié à un délai de réflexion de trois mois pour la victime. Le lien entre l'autorisation de séjour et la disposition à témoigner de la victime met littéralement les personnes concernées sous pression, ces dernières ne restant protégées qu'aussi longtemps qu'elles aident la justice. Il reste également délicat de conditionner l'allongement du droit de séjour à des raisons humanitaires. Ici, l'octroi de ce droit dépendrait intégralement de l'appréciation des autorités et la femme concernée porterait le devoir de preuve pour être reconnu comme cas de rigueur.

Débordant le cadre de ce rapport, les spécialistes de la FIZ revendiquent aussi des campagnes pour la sensibilisation de la police et de la justice, les victimes de la traite de femmes ayant besoin de mesures de protection policière particulières. Ces spécialistes réclament encore des facilités pour le logement, des lignes téléphoniques spéciales pour les victimes mais également pour les clients, ces derniers étant souvent les seuls interlocuteurs de ces femmes en détresse.



Bien entendu, la prévention dans les pays d'origine et la poursuite des coupables sur le plan international devraient être améliorées. Un organe de coordination contre la contrebande et la traite d'êtres humains a d'ailleurs récemment été instauré auprès de

l'Office fédéral de la police. Mais à l'heure où la commission des institutions politiques du Conseil national discute de la loi fédérale sur les étrangers ainsi que de la loi fédérale sur l'asile, les revendications exprimées plus haut devraient être intégrées à ces débats, même s'il faut compter ici avec l'opposition de la droite politique. Sans droit de séjour des victimes, ni une collaboration internationale étroite, la lutte contre le crime organisé ne fera guère de progrès. Pour contribuer à ce combat, il est donc indispensable de se mettre du côté des victimes.

Invitée par la Section suisse d'Amnesty International, Maria Mokhova, membre de l'association moscovite *Siostri* spécialisée dans le soutien aux femmes victimes de violences conjugales donnera une série de conférences en Suisse romande.

#### Lundi 10 mars

Yverdon, 20h00, Espace Tempo, quai de la Thièle 3.

#### Mercredi 12 mars

Genève, 20h00, Permanence d'Amnesty Genève, avenue de la Gare des Eaux-vives 9.

#### Jeudi 13 mars

Université de Lausanne, 12h15, Bâtiment des sciences humaines 2  
Sion, 20h00, Ancien pénitencier, rue des Châteaux 24.

Pour tout renseignement sur les conférences ou sur le réseau droits des femmes d'Amnesty International: Véronique Bourquin, 021 310 39 40.

Le programme complet est disponible sur le site [www.amnesty.ch](http://www.amnesty.ch)

**Ruth-Gaby Vermot,  
conseillère nationale  
socialiste et  
représentante suisse  
au Conseil de l'Europe**

# Femmes et travail :

**Augmentation des discriminations et résurgence de nouvelles formes d'inégalités. Tels sont les termes pour qualifier la situation des femmes sur le marché du travail. Notes d'espoir avec le débat sur la démocratie économique.**

Rôle clé pour déterminer la répartition des privilèges, des avantages sociaux et de position sociale, l'intégration à la vie professionnelle d'un individu connaît de profondes différences selon les sexes. Dans ce domaine, l'effort d'identité des femmes par le travail est pourtant immense. Outre le travail reproductif et domestique, elles assurent dans toutes les sociétés actuelles une très large part de la production économique avec une surexploitation à la limite du pensable: alors que l'ONU estime que les femmes fournissent les deux tiers des heures de travail de l'humanité, elles ne reçoivent qu'un dixième du revenu mondial et possèdent moins d'un centième des biens matériels. En Suisse, cette disparité se reproduit à plus d'un titre.

Premièrement, les femmes demeurent plus mal intégrées à l'activité rémunérée que les hommes. Selon les résultats de la dernière enquête suisse sur la population active (ESPA), la moitié des femmes n'occupant qu'un emploi à temps partiel, la proportion des femmes par rapport au volume global de l'emploi rémunéré reste nettement inférieure à 40%. A contrario, elles continuent de fournir la quasi-totalité de l'emploi non rémunéré (tâches familiales, domestiques, bénévoles, réseaux d'entraide, etc.). Cette inadéquation constitue un profond facteur d'inégalités envers les femmes, les empêchant de participer équitablement à la vie active.

Deuxièmement, le salaire féminin reste en moyenne nettement inférieur à celui des hommes. À travail égal, les disparités

salariales selon le sexe sont de 21.5% dans le secteur privé et de 10% dans le secteur public. Selon des études récentes, ces écarts salariaux sont en majorité attribués à de purs comportements discriminatoires envers les femmes dans l'entreprise et non à des différences de niveau de formation ou d'expérience.

Troisièmement, on observe des écarts très importants dans le taux d'occupation. 82% des personnes travaillant à temps partiel sont des femmes. Leur nombre s'est accru en moyenne de 50% ces dernières années alors que la proportion des femmes exerçant une activité à plein temps a baissé en proportion. Le travail à temps partiel a des effets néfastes sur les perspectives professionnelles, les femmes continuant à être exclues des fonctions dirigeantes même à

## Un massacre silencieux

Comment expliquer qu'au niveau mondial, le nombre de femmes soit inférieur à celui des hommes, alors qu'il est généralement admis qu'elles ont une espérance de vie plus grande? L'ONU estime en effet que la population masculine excède de 50 millions celle des femmes. Le premier à avoir étudié cette question est l'économiste indien, prix Nobel en 1998, Amartya Sen. Il a mis en évidence le phénomène des «missing women» (femmes manquantes), c'est-à-dire le déficit de population par rapport au nombre de femmes auquel on doit s'attendre à rencontrer dans une population donnée. Sen estimait, au début des années 1990, le nombre de ces femmes manquantes à 100 millions, particulièrement en Chine, au Bangladesh et au Pakistan. Une récente étude d'un élève de Sen, Stephan Klasen de l'Université de Munich, étudie cela de manière plus précise (voir *NZZ am Sonntag* du 20 octobre 2002).

Les populations féminine et masculine ne sont jamais identiques, elles dépendent de la mortalité infantile, du vieillissement de la population, etc. Partout, il naît naturellement entre 3 et 7% plus de garçons que de filles, mais la mortalité des nourrissons mâles est plus grande. Par ailleurs, la mortalité des femmes à partir de 50 ans est plus faible que celle des hommes. Si bien qu'en dehors de toute discrimination, la population féminine tend à augmenter par rapport à celle des hommes à mesure que s'allonge l'espérance de vie; alors que la baisse de la mortalité en bas âge tend à avantager la population de garçons. D'autres facteurs, moins biologiques que comportementaux, tendent à avoir une population féminine plus importante dans les pays développés.

Klasen parle de surmortalité féminine dans des pays comme le Pakistan (le déficit de femmes par rapport à une population normale y est de 9.64%), le Bangladesh (8.68%), l'Inde (7.87%), la Chine (6.46%), l'Afrique du Nord (3%), l'Afrique sub-saharienne (2.43%). Une des causes est l'avortement ciblé, particulièrement en Chine, à Taiwan et en Corée du Sud où le surnombre de garçons à la naissance passe d'un taux normal de 5% à 10-15%. Mais en Inde, où les avortements progressent aussi, la principale cause de surmortalité féminine est, comme ailleurs, l'accès aux soins et à la nourriture. Il est intéressant de noter que c'est dans les Etats du Nord hindouistes que la population féminine est la plus touchée alors qu'au Kerala, hindouiste lui aussi, elle ne l'est pratiquement pas depuis la mise en place d'un système de santé gratuit. On remarque aussi en Chine que lorsque les femmes ont accès à un emploi indépendant, ce phénomène disparaît.

Aujourd'hui plus que jamais, le développement passe par la défense des femmes: la surmortalité féminine a fait deux fois plus de victimes que les 50 millions de morts de la Deuxième guerre mondiale.

PhMi

Pour en savoir plus: Stephan KLASEN: «An Update on the Number of Missing Women», in *Population and Development Review* 28, 2002.

# Demain l'égalité ?

expériences et qualifications professionnelles égales. Les désavantages sont aussi d'ordre financier. L'enquête suisse sur la structure des salaires indique que près de la moitié des femmes occupées à temps partiel ne touchent en général qu'un salaire inférieur à 2000.- par mois, soit un revenu nettement insuffisant pour garantir une autonomie d'existence.

## Lois égalitaires insuffisantes

L'adoption de grands principes relatifs à l'égalité dans le travail (article 8 de la Constitution fédérale et loi sur l'égalité) ne parviennent pas à réduire ces inégalités criantes. Ces dispositions ne reflètent ni la précarité de situation des femmes sur le marché du travail ni, de manière plus générale, les effets négatifs de la transition économique à la globalisation. Aucune solution réelle n'est apportée aux femmes face aux barrières structurelles dites «dures» de la culture d'entreprise telles que les limites d'âge qui empêchent d'emblée tout accès à des positions supérieures, l'impossibilité d'interrompre ou de réduire temporairement son activité professionnelle, la grande disponibilité exigée pour les cadres supposant des obligations familiales réduites, etc. Aucune emprise directe non plus face aux discriminations dites «douces» telles que le langage sexiste sur les lieux de travail, le report de conceptions traditionnelles à l'égard des femmes sur l'ensemble des femmes de l'entreprise, etc.

Aujourd'hui, ces discriminations demeurent le passage obligé des femmes sur le marché du travail. Celles-ci ne sont pas des restes d'une société

patriarcale en voie d'extinction. Alimentées par la culture d'entreprise, elles se construisent et se renforcent à l'ombre des mutations technologiques et des nouvelles formes d'emploi. Ainsi, un nombre de plus en plus important de femmes parmi lesquelles figurent une majorité d'étrangères travaillent dans des conditions de plus en plus précaires (horaires, temps de travail et contrats de travail irréguliers). À titre d'exemples, on mentionnera la prolifération du travail à domicile, du travail occasionnel, du télétravail, du travail chez les particuliers, du travail de moins de 6 heures par semaine et surtout du travail sur appel qui se caractérise par une incertitude financière et l'impossibilité de planifier l'organisation des obligations familiales.

À cela, s'ajoutent les insuffisances judiciaires. Bien que les litiges relatifs au droit du travail soient soumis à une procédure simple, rapide et en principe gratuite et que la loi sur l'égalité facilite la mise en œuvre judiciaire de l'interdiction des discriminations dans la vie professionnelle, les difficultés d'apporter des preuves, en particulier concernant la valeur égale du travail fourni, l'insuffisance de la protection contre le congé, la longueur des procès sont des obstacles cardinaux qui dissuadent les femmes d'initier un procès. En outre, si la loi sur l'égalité demeure efficace pour supprimer des discriminations dans le secteur public, elle demeure peu praticable pour le secteur privé où les tendances de la politique économique (introduction du salaire au mérite et recours au salaire dit «du marché») contribuent à obscurcir la transparence des salaires.



Ainsi dans sa jurisprudence récente, le TF prend en compte des arguments à caractère économique (marché et conjoncture) pour légitimer des différences salariales entre les sexes, étant précisé que le critère du marché privilégie les travailleurs masculins qui ont davantage de «valeur» sur ledit marché. Par ailleurs, c'est au nom de l'égalité formelle que le TF a également initié par sa jurisprudence la suppression de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes qui figurait dans la loi sur le travail jusqu'en 1998.

## Dépasser l'étape de dénonciation

Comment construire une autre démocratie dans nos pays à

constitutions égalitaires et à lois conformes? Seule une remise en cause des mécanismes actuels de l'économie et de sa culture d'entreprise peut faire éclater la perversité du système dit égalitaire. La chose n'est pas insurmontable, il s'agit d'instaurer au sein de l'entreprise de vrais modes de consultations concernant la stratégie générale, la politique d'embauche, de promotion et d'évaluation salariale afin de privilégier des décisions plus équitables envers les femmes. Faute de promotion d'une démocratie économique par le biais de nouveaux outils légaux de garantie sociale, le système actuel de promotion des femmes risque bien de s'enliser dans le vide.

Cesla Amarelle

# Politique au féminin, illustration d'une domination

**Le droit de vote des femmes existe depuis 1971 en Suisse. Trente ans après, leur représentation politique reste toujours largement insuffisante.**

Le 7 février 1971, de nombreuses femmes suisses imaginaient un changement radical de société grâce aux nouveaux droits qui leur étaient consacrés: les droits civiques. La majorité du peuple et des cantons avait enfin ouvert aux femmes les portes de la vie politique fédérale. Malgré cette reconnaissance formelle des droits politiques, il subsiste encore plus de 30 ans après d'importants déséquilibres dans ce domaine, notamment pour ce qui touche à la représentation des femmes dans les institutions politiques à tous les échelons de l'Etat (cf. encadré).

## Marginalité politique

Alors que les femmes représentent plus de la moitié des électeurs (54%), la représentation féminine reste en effet marginale au niveau des législatifs et quasi exceptionnelle dans les exécutifs. Les disparités sont de deux ordres. D'une part, on constate des différences linguistiques importantes. En 1999, les régions alémaniques ont élu un plus grand nombre de femmes à l'Assemblée fédérale (26%) alors que cette proportion s'élève à 19% en Suisse romande et à 12.5% au Tessin. D'autre part, on constate des différences importantes entre les partis. Entre 1999 et 2002, la présence des femmes dans les parlements cantonaux a même légèrement reculé en raison essentiellement des nombreux sièges obtenus par l'UDC, parti où les femmes sont largement sous-représentées. Si l'on considère la proportion de femmes élues au Conseil national et dans les parlements cantonaux, on voit que la polarisation constatée dans les années 1980 de la représentation féminine selon les partis s'est encore accentuée: celle-ci était assez importante dans les partis rose-vert, faible dans les partis bourgeois et inexistante dans les partis d'opposition de droite. À l'heure actuelle, 55% des conseillères nationales représentent des partis de gauche alors que ces partis ne détiennent que 29% des sièges. Cette observation doit toutefois être nuancée. En effet, 8 des 9 conseillères aux Etats sont issues d'un parti bourgeois alors qu'une seule conseillère d'Etat est socialiste. Tendanciellement, il apparaît que les femmes bourgeoises sont davantage favorisées par le

suffrage majoritaire alors que les femmes de gauche le sont par le suffrage proportionnel. Ainsi le résultat laisse à penser que si l'électorat de gauche connaît moins d'obstacles à voter pour les femmes, les partis politiques de gauche rencontrent encore des difficultés à profiler véritablement des personnalités politiques féminines.

Face à ces chiffres, on constate que l'octroi de l'égalité formelle n'est qu'une condition non encore suffisante pour instaurer l'égalité. Selon le premier et deuxième rapport de la Suisse sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes, les causes de cette inégalité sont de deux ordres. Premièrement, les femmes sont sous-représentées parmi les candidates. Alors que le nombre de candidates au Conseil national n'a pas cessé d'augmenter jusqu'en 1995, il a marqué un arrêt en 1999. Ici encore, on constate des différences importantes entre partis. Si les Verts affichent une proportion de 56% de candidatures féminines, l'UDC en présente moins de 25%. Deuxièmement, les femmes ont moins de chances d'être effectivement élues par rapport aux hommes (1.7 % inférieur). À l'exception des Verts, les autres partis affichent un taux de réussite féminin nettement moins bon que celui des hommes, l'UDC enregistrant un taux d'élection des hommes jusqu'à quatre fois supérieur aux femmes. Parmi les causes analysées, on relève que les différences de formation professionnelle, les obligations familiales, le manque de modèles ainsi que les discriminations importantes dans la couverture médiatique jouent un rôle important pour expliquer ce taux de réussite inférieur des femmes.

## Quotas en question

Pour atténuer ces inégalités, les mesures prises afin de favoriser la promotion des femmes en politique n'ont pas manqué. La Commission fédérale pour les questions féminines, l'Office fédéral de la statistique, plusieurs associations féminines ainsi que des déléguées à l'égalité se sont efforcés de publier des enquêtes et des

données pour sensibiliser l'opinion publique au problème et pour encourager les partis politiques à faire élire des femmes. Parmi les autres solutions recherchées notamment par les partis, les quotas sont l'un des instruments de promotion des femmes les plus efficaces mais aussi les plus controversés. En effet, le débat sur les quotas divise le monde politique, classant ses opposants parmi les universalistes et ses défenseurs parmi les paritaires. La France a instauré des quotas de liste, c'est-à-dire des listes de parti comportant autant de femmes que d'hommes. Une proposition semblable a été balayée en Suisse par le Conseil des Etats en 1999. Quant à l'initiative proposant des quotas de résultats, elle a été balayée à 82% en 2000. Grave déficit démocratique dénonçaient les opposants aux quotas. Et pourtant, il en est d'autres avec lesquels on peut vivre: si un groupe qui représente la majorité de la population n'a que 25% d'élus, c'est aussi un déficit démocratique. En conclusion, il convient de rappeler les mots de Gisèle Halimi: «Une démocratie où la moitié de l'humanité est gouvernée par l'autre n'est qu'une caricature de démocratie, un Etat de droit où l'alternative est d'acquiescer ou de se désintéresser. Dans tous les cas de se soumettre.»

**Solange Peters**

## Etat des lieux

A fin septembre 2002, la représentation des femmes au Conseil national se situe à 24,0% et à 19,6% au Conseil des Etats. La part des femmes dans les gouvernements cantonaux atteint 21,9%. Douze gouvernements cantonaux comptent au moins deux femmes, huit en comptent une seule et six n'en comptent aucune. La représentation féminine au sein des parlements cantonaux atteint 23,8% alors qu'elle s'élevait à 24,1% à la fin de 1999.

# Démocratie contre oligarchie

**Après une décennie de néolibéralisme déchaîné, la gauche latinoaméricaine retrouve sa voix. A plusieurs niveaux, il convient d'appuyer sa lutte depuis la Suisse.**

En Amérique latine comme ailleurs dans le monde, les années 1990 ont été la décennie du néolibéralisme triomphant. Sous la pression conjointe du poids toujours plus écrasant de la dette extérieure, des chantres du Département du Trésor des Etats-Unis, du Fonds monétaire international (FMI) et des oligarchies nationales, les gouvernements latinoaméricains ont libéralisé les services publics, ouvert aveuglement leurs économies aux investissements et au commerce extérieurs, privatisé massivement les entreprises étatiques et dérégulé davantage leurs marchés du travail. L'expression ultime de cette soumission à la logique néolibérale, a sans doute été le rattachement du peso argentin au dollar entre 1991 et 2001 ainsi que le remplacement pur et simple des monnaies de l'Equateur et d'El Salvador par la devise états-unienne, respectivement en 2000 et 2001. Résultat des courses: appauvrissement de l'immense majorité de la population, dépendance accrue à l'égard des pays du Nord, crises financières et économiques.

On en parle peu dans la presse de nos contrées, mais en Argentine et en Uruguay, naguère deux des pays les plus prospères du continent, le troc est à la base d'un volume croissant d'échanges de biens et de services, les soupes populaires sont devenues – comme pendant les années de dictature entre 1973 et 1985 – indispensables à la survie de millions de personnes et les enfants meurent dans les hôpitaux des régions les plus pauvres.

## Bouleversements en cours

Or, la résistance à cet ordre des choses se renforce. La récente élection de Lucio Gutiérrez, ancien officier de l'armée soutenu par le puissant mouvement indigène équatorien, ouvre une possibilité de rupture avec le néolibéralisme. En Bolivie, d'autre part, le candidat présidentiel des paysan-ne-s pauvres, Evo Morales, a réussi à ébranler la confiance de l'oligarchie locale et son organisation, le Mouvement au socialisme (MAS), gagne continuellement du poids. De son côté, l'ascension au pouvoir de Luis Inácio «Lula» da Silva au Brésil constitue un fait majeur pour l'ensemble du continent. Malgré un

contexte extrêmement difficile, le nouveau gouvernement posséderait les moyens de prendre la tête d'un front d'opposition revendiquant la renégociation de la dette extérieure et l'opposition ferme contre le projet états-unien de création d'un espace économique soumis intégralement à sa domination (ALCA). Enfin, l'échec de la grève de l'oligarchie au

suppression du secret bancaire – vieux postulat de la gauche suisse – afin d'endiguer l'évasion de capitaux des pays tels que l'Argentine, le Brésil ou l'Uruguay. Deuxièmement, il convient de s'engager résolument en faveur d'une annulation de la dette extérieure des pays du Sud. Troisième mesure: l'augmentation de l'aide publique au développement. En effet, la



Venezuela dont l'objectif était le renversement d'un président démocratique élu, Hugo Chávez, démontre que le soutien populaire à son programme de démocratisation économique reste solide même dans une situation de crise intérieure grave.

## Petit pays impuissant?

Face à ces développements, le silence de la Suisse officielle est assourdissant. Une attitude qui se comprend peut-être plus aisément en tenant compte du fait qu'une part appréciable des capitaux latinoaméricains actuellement en fuite, atterrit dans les coffres-forts de nos vénérables banques, légendaire «discretion de la place financière helvétique» oblige.

Pour soutenir les mouvements démocratiques d'Amérique latine depuis la Suisse, une première revendication doit être la

politique suisse en la matière se limite actuellement à l'Amérique centrale, la Colombie, l'Equateur et la Bolivie. Compte tenu du fait que le Brésil et le Venezuela, par exemple, sont engagés dans une réforme agraire indispensable pour démocratiser la terre et affaiblir le pouvoir des grands propriétaires fonciers, il est inadmissible que la Confédération n'accorde aucun soutien financier à ce processus.

Ce qui se passe en Amérique latine nous concerne directement car, d'une part, l'internationalisme est indispensable à tout engagement politique de gauche. D'autre part enfin, nous avons beaucoup à apprendre des combats actuels des mouvements démocratiques latinoaméricains.

**Philipp Müller**

# Affaire BCV: omerta à la vaudoise

**Manipulations comptables, faux dans les titres, gestion déloyale. Ces derniers temps, le canton de Vaud a eu droit à sa part de scandale financier.**

Rappel des faits. Après une première augmentation du capital en 1999 et une tentative de privatisation qui a échoué en votation populaire le 23 septembre 2001, vaudoises et vaudois apprenaient avec stupeur que la BCV, soi-disant l'une des banques suisses les plus performantes d'alors, était en quasi-faillite et devait procéder dans l'urgence à une nouvelle augmentation de capital à hauteur de 600 millions de francs. Le bilan de la banque, dont l'Etat vantait la solidité avant la votation, ne prévoyait pas au bout de leurs surprises. Printemps 2002, le Conseil d'Etat met brusquement à la porte le président de la direction générale, Gilbert Duchoud, et trois mois après le lancement de l'opération de recapitalisation, une troisième augmentation des fonds propres à hauteur de 1,25 milliards de francs est nécessaire. Bon an mal an, le canton de Vaud aura donc injecté 1,9 milliards de francs en cinq mois dans la BCV...

### Comme au casino

Il aura donc fallu atteindre ce gouffre financier pour que le Conseil d'Etat daigne mandater un expert indépendant, l'ancien procureur tessinois Paolo Bernasconi, pour enquêter sur cette faillite. Les conclusions du rapport d'expertise sont limpides: un trou de deux milliards ne tombe pas du ciel! Le problème de provision de la BCV remonte en fait à 1996 et il est la conséquence de manipulations comptables. Les dirigeants de la banque se sont rendus coupables de faux dans les titres et de gestion déloyale pour embellir les résultats de la banque, pariant sans doute sur une amélioration ultérieure des affaires pour rattraper le coup. *«C'était la politique de repousser toujours les problèmes en espérant se refaire plus tard, comme au casino»* confie Roger Nordmann, membre du comité directeur du Parti Socialiste Vaudois, récemment menacé de plainte pénale par la direction de la BCV suite à

des articles publiés à ce sujet dans *Domaine Public*.

### Les petits copains

Le rapport Bernasconi met en effet en évidence que dès 1997 des notes internes attireraient l'attention du comité de banque sur un «éventuel faux dans les titres» découlant de la sous-estimation des besoins en provisions. De nombreuses personnes étaient donc au courant de ces manipulations comptables et pourtant personne n'a rien dit. R. Nordmann accuse le système de rémunération de la banque. *«C'est un vrai système d'omerta. Ils ont continué à augmenter les salaires des cadres et personne n'avait intérêt à dénoncer cette situation»*. L'enquête devra encore le montrer, mais il est possible que le maquillage des bilans cache également une politique des petits copains à l'origine des mauvais crédits de la banque. *«J'ai des indications qui montrent que certains gros débiteurs de la BCV ont été clairement privilégiés et qu'ils ont ainsi pu échapper à un assainissement et sauver leur mise au détriment de la collectivité»*.

### L'Etat escroc?

Il est certes urgent que toute la lumière soit faite sur les responsabilités des dirigeants de la BCV. On ne saurait cependant omettre les responsabilités de l'administration cantonale. Or, la volonté politique manque. Pour R. Nordmann, *«certains membres du nouveau Conseil d'Etat refusent de transmettre au juge en charge de l'enquête les documents les plus récents, dont des notes de travail qui montrent que le conseil d'Etat savait, dès décembre 2001, qu'il manquait en réalité 1'800 millions et pas 600»*. L'Etat de Vaud se serait-il rendu ainsi coupable d'escroquerie en cachant des informations lors de la recapitalisation de 600 millions et en laissant des particuliers acheter pour 30 millions de francs d'actions qui ne valaient presque

plus rien trois mois plus tard? Seule la mise sur pied d'une Commission d'enquête parlementaire pourra le dire. Mais là encore la volonté politique manque, le Conseil d'Etat passant plus de temps à expliquer ce que cette Commission n'aurait pas le droit de faire, que de l'aider dans sa mission...

Décidément, Charles Favre et ses consorts doivent une fière chandelle à celles et ceux qui ont lutté contre la privatisation de la BCV en 2001, leur évitant ainsi, et à l'Etat de Vaud également, un procès en dommages et intérêts de la part de celles et ceux qui ont acheté des actions d'une banque au bilan bien embelli. Dont acte.

**Oran McKenzie**

*Pour lire l'entretien complet avec R. Nordmann, veuillez consulter notre site Internet à l'adresse:*

[www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)

*Vous trouverez également un site d'informations et de débat citoyen sur l'affaire BCV à l'adresse:*

[www.bcvgate.org](http://www.bcvgate.org)

### brève

#### L'hiver au fioul

Dans la campagne sur la LME, la Norvège était brandie comme un modèle de libéralisation que la Suisse aurait été bien inspirée de suivre. Un hiver sec plus tard, le pays scandinave s'ajoute au long palmarès des libéralisations ratées. A mi-janvier, les hausses de tarifs étaient de l'ordre de 30%. Face aux importants risques de pénurie, le ministre de l'énergie a plaidé pour l'utilisation du fioul en remplacement de l'électricité. Cause probable de ces troubles: un sous-investissement dans les capacités de production. Gageons que les croyances en un marché libre vont s'envoler aussi vite que les prix.

*Source: Energie panorama n°449*

# Hommes, je vous hAIsME!

Je vous dois mes premières émotions sentimentales (en entendant les pas de mon père ou lorsque le fiancé de ma sœur aînée venait à la maison). Par la suite, vous m'avez tour à tour prodigieusement énervée, souvent intéressée, profondément déçue, parfois passionnée et, malHEUREUSEMENT, toujours fait craquer!

Née dans la deuxième moitié du siècle passé, j'ai assisté à la perte de votre identité masculine. Je vous ai encore connu sûrs de vous, de vos modèles et de vos références. Depuis que nous avons commencé à nous libérer du système patriarcal et du type masculin qu'il engendre, vous avez pris conscience de votre ambivalence. *Les 9 mois passés au creux du maternel ne vous auraient-ils pas laissé une empreinte féminine indélébile?*

Longtemps ignorée, puis niée et refoulée, la conscience de

toute cette imprégnation vous a complètement déstabilisés.

Simultanément, du sexe fort vous avez passé au sexe faible. Les embryons et les fœtus mâles sont plus fragiles que les femelles. Les victimes de dépression et de suicides sont majoritairement masculines et même quand tout se passe bien, vous mourez avant nous!

Douloureusement, vous avez dû accepter que vous étiez garçons et que la seule distinction des organes génitaux ne suffit pas à construire un sentiment d'identité sexuelle. Exit les certitudes de vos pères, c'est votre génération qui doit apprendre à se réconcilier avec sa féminité première, ce qui ne va pas sans maladresse ni sans souffrance.

Toutes ces explications, qui sont autant de circonstances atténuantes j'en conviens, justifient-elles l'immense indulgence que nous vous accordons?

Physiquement déjà, les jolies petites fossettes de vos fesses deviennent chez nous de la cellulite dégueulasse! Vos attendrissantes poignées d'amour sont des pneus, des boudins ou des amas grasseux sur une femme. Que dire de vos rides ou premiers cheveux blancs, tellement séduisants, mais qui, bizarrement, ne vieillissent que nous. Vos cernes et vos poches sont terriblement sexy, témoins d'une vie privée intense. Sur nous, cela devient des valises plus ou moins bleues et gonflées, sans aucune allusion érotique...

Pourquoi continue-t-on de vous pardonner vos manques d'attention et de disponibilité, le boulot imprévu justement quand on se sentait en forme, votre absence de courage et d'audace, vos attitudes machistes? Tout simplement parce qu'on vous sent tellement fragiles que l'on ne veut pas en rajouter. Les femmes ne

tirent pas sur les ambulances!

Alors on vous trouve des yeux de velours, des sourires désarmants, des mains électriques, une mère castratrice, un père absent, tout pour vous déculpabiliser. Ce n'est pas votre faute, jamais! Et on continue de vous mater (pour compenser la mère castratrice), de vous chouchouter, de vous mettre en valeur en espérant qu'un jour enfin vous prendrez votre indépendance.

Ce jour-là, nous n'aurons plus besoin d'être des substituts de mères, nous pourrions ENFIN nous contenter d'exister comme sujets à part entière. Finalement, Hommes, je vous hAIsME beaucoup plus que je vous HaiSme!

Salut.

(Toute ressemblance avec des hommes existants ne serait pas pure coïncidence!)

**Mireille Aubert**  
Députée

## brève

### Alertez les bébés

Le congé paternité progresse, paraît-il. En France, 40% des pères néo-promus ont ainsi fait valoir leur droit en 2002. Rassurez-vous, le gouvernement a accouché d'une souris. Ce congé se limite à 11 jours à prendre en l'espace de 4 mois... Bien maigre à côté du congé maternité. Dans les pays nordiques, le congé parental a été introduit voilà 30 ans et peut atteindre aujourd'hui plus de 10 semaines pour le père. Quant au patriarcat helvétique, il résiste. A quand un congé paternité obligatoire qui prouverait aux hommes que les obligations familiales existent? Car l'égalité se gagne au forceps!

*Source: Alternatives économiques n°211*



## Ils l'ont dit

Le candidat UDC à l'élection complémentaire au Conseil d'Etat genevois, André Reymond, est un fin pronostiqueur. Il déclarait récemment dans la Tribune de Genève que «de toute façon, nous ne ferons pas 0% des voix». Qui oserait parier le contraire? Dans 24 Heures, Joseph Deiss s'extasie devant les vertus de l'économie libérale: «Le libre échange produit toujours un bénéfice net: C'est un jeu où il n'y a que des gagnants». A condition de ne pas se faire expulser en cours de partie...

Le Courier s'est intéressé aux relations entre journalistes et politiques. Réponse de François Dayer, rédacteur en chef du Nouvelliste: «J'ai plus d'exigences à l'égard des personnes qui me sont proches, du point de vue des idées, que de celles qui sont plus éloignées. Ainsi, il ne m'est jamais arrivé de critiquer le socialiste Thomas Burgener ou le radical Claude Roch». Nous voilà rassurés sur l'impartialité du Nouvelliste!

**Alexandre Mariéthoz**



**Clara Zetkin**

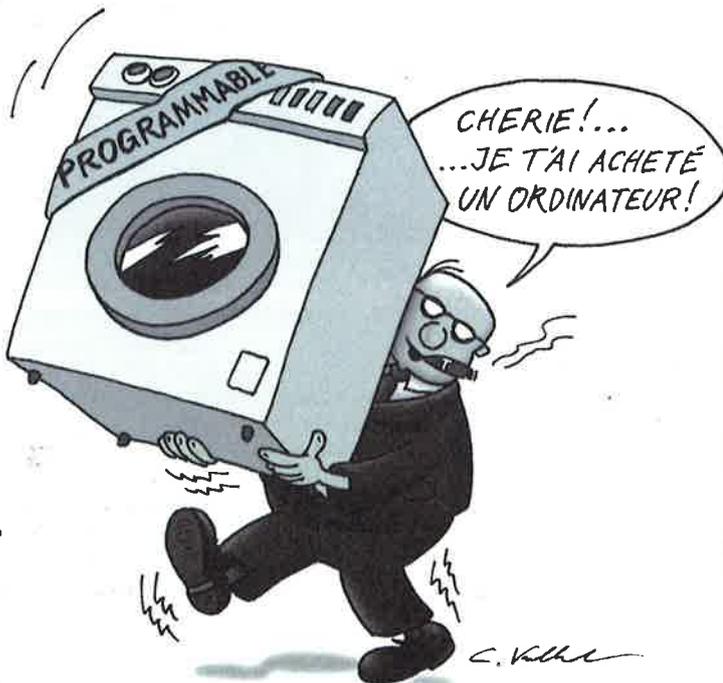
«Les travailleuses sont absolument persuadées que l'émancipation des femmes n'est pas une question isolée mais qu'elle fait partie de la grande question sociale. Elles se rendent entièrement compte que cette question ne peut être résolue dans la société actuelle – ni aujourd'hui ni jamais – mais seulement suite à une transformation fondamentale de la société.»

Clara Zetkin, socialiste internationaliste, «**Pour la libération de la femme!**», discours prononcé le 19 juillet 1889 au congrès international des travailleurs à Paris.

JAB  
1002 Lausanne

Monsieur  
Chollet  
La Corbatière 167

2314 La Sagne (NE)



## PAGES DE GAUCHE

numéro 10, mars 2003

## DOSSIER FÉMINISME: DES ENJEUX QUI DURENT...

### AGENDA

**7 mars 2003**

**Débat public sur les assurances sociales, le service public et le logement**  
Avec Françoise Saudan, Pierre-Yves Maillard, David Hiler, Mark Muller.  
Salle communale, Onex, 20h00.

**8 mars 2003**

**Journée Internationale des Femmes**

Pour les droits des femmes migrantes.

Manifestation: Zone piétonne du Mont Blanc, Genève, 14h00.

Table-ronde: Maison de Quartier de la Jonction, Genève, 17h00.

**8 mars 2003**

**Journée Internationale des Femmes**

Manifestation.

Place de la Louve, Lausanne, 11h00.

**8 mars 2003**

**Journée Internationale des Femmes - NON à la guerre**

Marche des femmes pour la paix.

Temple Allemand, Progrès 12, La Chaux-de-Fonds, 13h30.

**10 - 11 mars 2003**

**L'héritage de l'Apartheid: Banques suisses, Dette et Dédouanements**

Avec Brian Ashley, Coordinateur sud-africain de la campagne pour l'annulation de la dette, Jubilee 2000, et Masha Madörin, économiste.

10 mars: Buffet de la Gare, Salle des Vignerons, Lausanne, 20h00.

11 mars: UniMail, salle MR070, Genève, 20h15.

**14 mars 2003**

**Meeting public «La libéralisation de l'agriculture c'est une folie, une aberration, un crime!»**

Avec Désiré Porquet, Paul Nicholson et Fernand Cuhe.

UniMail, salle MS150, Genève, 20h15.

**15 mars 2003**

**Journée internationale contre la brutalité policière**

Place des Volontaires, Genève, 15h00.

**21 mars 2003**

**Manifestation de solidarité avec Cuba**

Place des Nations, Genève, 12h30.

**29 mars 2003**

**Grande manifestation internationale contre l'OMC**

Genève, 14h00.

**3 avril 2003**

**Café politique**

Brasserie La Bavaria, Lausanne, 20h30.

**Si la guerre éclate... Manifestations en Suisse romande:**

**Le soir du début des frappes**

Rassemblement contre la guerre

Fontaine du Grand-Pont, Sion, 18h00.

**Le lendemain du début des frappes**

Manifestation du lendemain

Place Neuve, Genève, 10h30.

**Paix et liberté, ni Bush ni Saddam**

Place St-François, Lausanne, 18h00.